

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 1er avril 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 janvier 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

Rue des Osiers
78310 COIGNIERES

Code AIOT : 0006506764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 janvier 2025 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté 20 rue des Osiers - ZA du Marais (78310) Coignières. L'inspection a été annoncée le 20 janvier 2025. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action coup de poing "sanctions" qui vise à contrôler sur le terrain le retour à la conformité des installations classées pour la protection de l'environnement ayant fait l'objet d'une mise en demeure ou d'une sanction à la suite d'une précédente visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- 20 rue des Osiers ZA du Marais (78310) COIGNIERES
- Code AIOT : 0006506764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAFETY KLEEN FRANCE réalise une activité de prestation de services auprès d'industriels. Cette dernière consiste en la mise à disposition de machines de nettoyage et de produits de dégraissage (lessiviel de dégraissage, solvant, diluant, fontaine de dégraissage). SAFETY KLEEN FRANCE assure la fourniture de produits neufs ainsi que la reprise et l'évacuation des produits usagés.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Organisation	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.7.2.1	Avec suites, Astreinte	Astreinte	Sans délai
2	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
3	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 14	Avec suites, Astreinte	Astreinte	Sans délai
5	Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.I.3.1 et 3.I.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.I.7.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
7	Prévention des émissions dans le sol et les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	Sans délai
8	Situation administrative	Code de l'environnement du 16 octobre 2007, article R. 511-9	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	BREF WT	Règlement européen du 10 août 2018, MTD 19	Avec suites, Astreinte	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la visite d'inspection de 2022, aucune amélioration notable n'a été constatée concernant les non-conformités relevées. L'installation demeure en situation de manquement sur plusieurs points essentiels, notamment la réduction des émissions diffuses, la prévention du risque incendie et la maîtrise des pollutions accidentelles.

L'absence de progrès soulève de sérieuses interrogations quant à l'engagement réel de la société en matière de respect des normes environnementales.

La gestion à distance des enjeux HSE, couplée à un manque manifeste d'implication, témoigne d'une organisation déficiente. Ce laisser-faire met en doute non seulement la volonté de l'entreprise d'assurer la conformité réglementaire, mais aussi sa prise de responsabilité vis-à-vis de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.V.7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 08 avril 2024
Prescription contrôlée : <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Cette équipe d'intervention devra s'entraîner à la manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois.</p>
Constats : <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un justificatif des exercices biannuels réalisés au droit du site de Coignières. L'exploitant explique qu'il réalise deux exercices d'évacuation de son site par an. Pour cet exercice, il procède au déclenchement de l'alarme incendie et chronomètre le temps d'évacuation du personnel du site vers le point de rassemblement. Pour l'année 2024, l'exploitant indique que ces exercices ont été réalisés le 15 juin 2024 et le 16 décembre 2024. Il précise également réaliser un test de situation d'urgence (ex : déversement accidentel) et de capacité à réagir. Cet exercice est réalisé une fois par an par les magasiniers. L'équipe d'inspection lui demande de fournir les éléments relatifs à ces exercices, en particulier la liste des personnes présentes, le contenu de la formation et les éventuels compte-rendus.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs :</p>

- qu'il n'y a actuellement pas de procédure particulière concernant la mise à l'arrêt / mise en sécurité des installations ;
- qu'actuellement, l'exercice incendie ne prévoit pas la manipulation de la vanne de barrage des eaux pluviales.

L'exploitant transmet par courriel daté du 24 janvier 2025, les trois fiches des exercices d'évacuation et de mise en situation d'urgence réalisés en 2024, ainsi que la fiche d'émargement concernant l'exercice à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie réalisé en novembre 2023. Sur les fiches d'exercice d'évacuation de 2024, l'équipe d'inspection constate qu'aucune fiche d'émargement n'est présente. Il est donc impossible d'identifier le personnel présent.

Le formulaire de test de mise en situation d'urgence précise le scénario retenu pour l'exercice (fuite sur un IBC de 1 000 L au niveau de la zone de préparation) et les personnes auditées, toutefois les manœuvres réalisées ne sont pas renseignées.

L'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé de formation et d'exercice à la manipulation des moyens de lutte contre l'incendie depuis le 10 novembre 2023.

Enfin, l'exploitant indique ne pas avoir mis à jour ses procédures incendie suite aux observations faites par l'Inspection des installations classées lors des précédents contrôles.

Non-conformité n° 20250123-AST-1 : L'exploitant n'a pas fait suivre récemment à son personnel une formation au risque incendie et à la manœuvre des moyens de secours. Il n'a pas constitué d'équipe de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Enfin, l'exploitant n'a pas intégré les observations de l'Inspection des installations classées concernant les procédures écrites. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de procéder à une liquidation partielle de l'astreinte administrative fixée par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 et maintenir cette dernière à 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : Sans délai

N° 2 : BREF WT

Référence réglementaire : Règlement européen du 10 août 2018, article MTD 1

Thème(s) : Autre, Performance environnementale globale

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 08 octobre 2024

Prescription contrôlée :

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- I. engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- II. définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- III. planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;
- IV. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants

Constats :

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui justifier la mise en place d'un management environnemental (SME) conforme aux dispositions du BREF WT (Document de Référence sur les Meilleures Techniques Disponibles pour le secteur du Traitement de Déchets). L'exploitant indique :

- être en cours de mise en place de la certification ISO 14 001 (autodiagnostic lancés sur l'ensemble des centres début 2025, donc livrable d'identification des aspects environnementaux attendu pour la fin de l'année) ;
- être certifié EcoVadis depuis juillet 2023 (environnement, RSE, éthique) à l'échelle du groupe ;
- être certifié ISO 45001 depuis 2021.

L'exploitant transmet par courriel daté du 24 janvier 2025, le retro-planning d'avancement de la démarche de certification ISO 14 001 (réalisé par SAFETY KLEEN FRANCE et daté du 1^{er} octobre 2024) et le certificat EcoVadis. L'équipe d'inspection constate que la certification EcoVadis n'est plus valide depuis juillet 2024. De plus, l'évaluation EcoVadis mentionne l'absence d'information concernant la certification d'un système de gestion environnemental.

L'équipe d'inspection constate que le rétro-planning communiqué par l'exploitant prévoit que l'ensemble des actions prévues dans le cadre de la démarche de certification sont prévues pour l'année 2025, ce qui ne correspond pas à ce qu'il a annoncé lors de l'inspection (l'unique livrable mentionné pour 2025 étant le bilan des aspects environnementaux et la sélection des aspects environnementaux significatifs). Par ailleurs, le rétro-planning fait état de la réalisation de nombreuses étapes de façon simultanée. Un audit à blanc serait réalisé en novembre / décembre 2025, alors même qu'aucune étape ne mentionne :

- l'identification des objectifs environnementaux / axes d'amélioration et des indicateurs de performance ;
- l'élaboration d'un plan d'action détaillant les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs, après identification des aspects environnementaux ;
- la mise en place du Système de Management Environnemental (SME) en lui-même ;
- la réalisation d'audits internes pour vérifier la conformité et l'efficacité du SME ;
- la revue de direction pour analyser les résultats des audits et l'atteinte des objectifs.

Par ailleurs, le rétro-planning ne prévoit pas de date pour la délivrance de la certification.

Le rétro-planning fourni ne semble donc pas complet ni cohérent, et l'échéance de décembre 2025 semble difficile à respecter pour la mise en place effective du SME.

Non-conformité n° 20250123-AST-2 : L'exploitant n'a pas mis en place de système de management environnemental (SME) conforme aux dispositions du BREF WT (Document de Référence sur les Meilleures Techniques Disponibles pour le secteur du Traitement de Déchets). L'Inspection des installations classées constate que l'exploitant ne respecte par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2024, et propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : Sans délai

N° 3 : BREF WT

Référence réglementaire : Règlement européen du 10 août 2018, article MTD 14								
Thème(s) : Autre, Emissions atmosphériques diffuses								
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 08 avril 2024								
Prescription contrôlée : <p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée de techniques.</p>								
<table><tr><th>Technique</th><th>Description</th><th>Applicabilité</th></tr><tr><td>a.</td><td><div>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</div><div>Il s'agit notamment des techniques suivantes:<ul style="list-style-type: none">— conception appropriée des tuyauteries (p. ex. réduction de la longueur des conduites, du nombre de brides et de vannes, utilisation de raccords et de conduites soudées),— recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes,— limitation de la hauteur de chute des matières,— limitation de la vitesse de circulation,— utilisation de pare-vents.</div></td><td><div>Applicable d'une manière générale.</div></td></tr></table>			Technique	Description	Applicabilité	a.	<div>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</div> <div>Il s'agit notamment des techniques suivantes:<ul style="list-style-type: none">— conception appropriée des tuyauteries (p. ex. réduction de la longueur des conduites, du nombre de brides et de vannes, utilisation de raccords et de conduites soudées),— recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes,— limitation de la hauteur de chute des matières,— limitation de la vitesse de circulation,— utilisation de pare-vents.</div>	<div>Applicable d'une manière générale.</div>
Technique	Description	Applicabilité						
a.	<div>Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</div> <div>Il s'agit notamment des techniques suivantes:<ul style="list-style-type: none">— conception appropriée des tuyauteries (p. ex. réduction de la longueur des conduites, du nombre de brides et de vannes, utilisation de raccords et de conduites soudées),— recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes,— limitation de la hauteur de chute des matières,— limitation de la vitesse de circulation,— utilisation de pare-vents.</div>	<div>Applicable d'une manière générale.</div>						

b.	Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité	<p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> — vannes à double garniture d'étanchéité ou équipements d'efficacité équivalente, — joints d'étanchéité à haute intégrité (garnitures en spirale, joints toriques) pour les applications critiques, — pompes/compresseurs/agitateurs équipés de joints d'étanchéité mécaniques au lieu de garnitures d'étanchéité, — pompes/compresseurs/agitateurs magnétiques, — robinets de service, pinces perforantes, têtes de perçage, etc. appropriés, par exemple pour le dégazage des DEEE contenant des FCV ou des HCV. 	L'applicabilité peut être limitée dans le cas des unités existantes, en raison de contraintes d'exploitation.
c.	Prévention de la corrosion	<p>Il s'agit notamment des techniques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> — choix approprié des matériaux de construction, — revêtement intérieur ou extérieur des équipements et application d'inhibiteurs de corrosion sur les tuyaux. 	Applicable d'une manière générale.

Constats :

Dans son dossier de réexamen du 18 octobre 2019, et par échange de courriel avec l'inspection des installations classées en date du 14 mars 2022, l'exploitant s'est engagé à mettre en fonctionnement un dispositif de captation des vapeurs de solvants (émissions atmosphériques diffuses).

L'exploitant indique à l'équipe d'inspection que la technologie retenue par SAFETY KLEEN FRANCE pour répondre à la MTD 14 du BREF WT est mise en place. L'exploitant rappelle à l'équipe d'inspection qu'il s'agit d'un système de captation et de traitement des émissions atmosphériques composé d'un dispositif d'aspiration de vapeurs de solvants fourni par la société Antipolvaire et d'une technique de traitement des effluents gazeux sur charbons actifs. L'exploitant précise qu'à ce jour seul le système de captation est en place sur le site (depuis le 1^{er} mars 2024). Les émissions diffuses issues du kit de déchargement des solvants usagés sont donc canalisées. Le système de traitement est toujours en cours de dimensionnement.

L'exploitant indique faire réaliser des mesures de rejets atmosphériques par la société SOCOTEC et qu'il transmet l'ensemble des résultats à la société Antipolvaire pour dimensionnement du caisson de traitement (filtre à charbon actif). L'exploitant indique que les mesures de rejets atmosphériques ont été réalisées en décembre 2024 mais n'est pas en mesure de présenter un justificatif à l'équipe d'inspection. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un document justifiant de l'avancement du dimensionnement du système de traitement des vapeurs de solvants.

L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que, indépendamment de la mise en œuvre de la MTD 14, la MTD 8 prévoit une surveillance des émissions canalisées de COVT a minima tous les 6 mois.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de préciser le système de gestion des émissions fugitives de COV. L'exploitant indique procéder une fois par trimestre à des mesures sur site à l'aide d'un appareil de mesure (NEO MP182). L'exploitant précise que c'est l'équipe QSE qui réalise ces mesures à l'aide du mode opératoire « Relevé fuite de gaz avec appareil NEO MP182 » daté du 08 février 2024. Toutefois, l'exploitant ne peut justifier de la bonne réalisation de ces mesures et de leur fréquence.

Lors de l'inspection, l'équipe d'inspection constate sur site la mise en place de systèmes d'aspiration au niveau de chaque bac de déchargement de solvants (pas sur les bacs de déchargement de lessiviels), ainsi qu'au niveau du kit en lui-même. Elle demande à l'exploitant de mettre en fonctionnement le système de captation des vapeurs de solvants. L'exploitant allume le système et l'équipe d'inspection constate que l'appareil, bien qu'en fonctionnement, ne permet pas l'aspiration des éléments. En effet, le système d'aspiration ne fonctionne pas. Par ailleurs, la bouche d'aspiration placée sous le toit du kit, à droite des bacs de déchargement, semble sous-dimensionnée et inadaptée, compte tenu de l'ouverture à l'air libre du kit.

Enfin, l'équipe d'inspection constate qu'effectivement les tuyaux reliés aux aspirations débouchent à l'arrière du kit sans passer par un système de traitement.

Non-conformité n° 20250123-AST-3 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre la MTD 14 du BREF WT (Traitement des Déchets) concernant la réduction des émissions atmosphériques diffuses de poussières, de composés organiques et d'odeurs, l'échéance fixée par la Directive sur les Emissions Industrielles étant 4 ans après la publication des conclusions sur les MTD du BREF, soit au 10 août 2022. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de procéder à une liquidation partielle de l'astreinte administrative fixée par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2024 et maintenir cette dernière à 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : Sans délai

N° 4 : BREF WT

Référence réglementaire : Règlement européen du 10 août 2018, article MTD 19
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte• date d'échéance qui a été retenue : 08 avril 2024
Prescription contrôlée : <p>Afin d'optimiser la consommation d'eau, de réduire le volume d'effluents aqueux produite et d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets dans le sol et les eaux, la MTD consiste à appliquer une combinaison de techniques appropriées.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique que la technologie annoncée lors des précédentes inspections (sondes VEGA) a été mise en place sur les cuves de solvants le 22 février 2024.</p> <p>L'exploitant montre à l'équipe d'inspection son logiciel de gestion en temps réel des stocks des cuves. Il précise également que le siège contrôle l'approvisionnement et le stock de produit. En revanche, il indique ne recevoir aucune alerte en cas de changement anormal des quantités présentes dans les cuves, pouvant témoigner d'une fuite. L'exploitant précise réaliser un contrôle visuel des installations pour s'assurer de l'absence de fuite des capacités de stockage. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un justificatif écrit des contrôles réalisés. Une des solutions envisagées serait de tracer ces contrôles par une fiche précisant la date et l'heure du contrôle ainsi que sa nature.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant transmet, par courriel du 24 janvier 2025, l'accusé de réception n°4199765 / 1.0 du 04 décembre 2023 établi par la société VEGA, mentionnant la date du 03 janvier 2024 pour l'expédition des appareils vers le site de Coignières. Cependant, l'exploitant n'a pas transmis de justificatif de la date de mise en place de ces équipements.</p> <p>Suite à la mise en conformité réalisée par l'exploitant concernant la mise en œuvre de la MTD 19, l'Inspection des installations classées propose de liquider partiellement l'astreinte administrative pour les jours sur lesquels l'installation était non conforme et de lever cette non-conformité et l'astreinte associée dans l'arrêté préfectoral n°78-2024-04-08-00004 du 08 avril 2024 rendant la société SAFETY KLEEN FRANCE redevable d'une astreinte administrative. À noter que si l'exploitant ne transmet aucun document justifiant de la mise en place d'équipements le 22 février 2024 dans le cadre du contradictoire de 15 jours sur le présent rapport, la date retenue pour le calcul du montant dû sera celle du constat du retour à la conformité, à savoir le 23 janvier 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 5 : Réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.1.3.1 et 3.1.3.2
Thème(s) : Autre, séparation des effluents et isolement du site
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08 mai 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>3.1.3.1 - Caractéristiques</u></p> <p>Les réseaux de collecte permettent d'évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées ou produits vers les traitements ou milieu récepteur autorisés à les recevoir.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les effluents aqueux ne dégagent pas par mélange, des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux ainsi que dans le milieu récepteur.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flamme.</p> <p><u>3.1.3.2 - Isolement du site</u></p> <p>Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées de l'établissement est équipé à la sortie du séparateur d'hydrocarbure d'un obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ce dispositif, qui permet d'obtenir un volume potentiel de rétention de 9 m³, est maintenu et état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate sur site la présence d'une vanne guillotine signalée par un panneau, qui comporte un schéma d'utilisation de cette vanne.</p> <p>L'exploitant précise qu'une formation sur l'utilisation de la vanne a été dispensée le 08 février 2024 aux collaborateurs présents sur site.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à un collaborateur de lui indiquer où se trouve la vanne et de lui montrer comment la vanne doit être actionnée. Le collaborateur emmène l'équipe d'inspection jusqu'à la vanne guillotine et l'actionne.</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les documents justifiant de l'étanchéité</p>

du système d'obturation du réseau d'eaux pluviales, conformément aux demandes formulées lors des précédentes inspections.

L'exploitant transmet par courriel daté du 24 janvier 2025 :

- le mode opératoire « Utilisation vanne guillotine » ;
- le rapport de contrôle de la société de conformité aux règles de raccordement au réseau public d'assainissement établi par la Société des Eaux de Versailles Saint-Cloud (SEVESC) et daté du 31 décembre 2024, suite au contrôle du 06 juin 2024 ;
- les rapports de la société DI ENVIRONNEMENT, respectivement référencés RM240107A et RM240975A et datés du 10 octobre 2024 et du 17 janvier 2025.

L'équipe d'inspection constate que le document de la SEVESC met en lumière une non-conformité des règles de raccordement car des eaux usées se déversent dans le réseau d'eau pluviales. Dans le rapport, il est mentionné que des travaux de mise en conformité du réseau sont obligatoires. À noter que ces éléments n'ont pas été évoqués par l'exploitant lors de l'inspection, qui a déclaré que l'étanchéité était vérifiée lors des contrôles d'eaux pluviales.

Le rapport de DI ENVIRONNEMENT fait mention du prélèvement réalisé au droit du séparateur d'hydrocarbures et précise page 6, §1.5 «limites et exclusions» : *«De plus, les prestations réalisées ne concernent notamment pas à ce stade [...] un contrôle de l'état du décanteur/séparateur, ou des opérations de maintenance sur l'ouvrage ; ».*

Non-conformité n° 20250123-AST-4 : Le réseau de collecte des eaux pluviales n'est pas conforme aux prescriptions applicables. Notamment :

- les eaux industrielles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ne sont pas séparées ;
- le système d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales n'est pas étanche, et ne permet donc pas de couper l'évacuation des eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers le réseau public d'eaux pluviales.

L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : Sans délai

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25 avril 2001, article 3.I.71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages - Rétentions
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 08 juin 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection constate que de nombreux produits ne sont pas stockés sur rétention, notamment dans le bâtiment principal et sur la majeure partie de la surface extérieure. L'exploitant précise qu'une partie des produits est stockée dans une armoire conçue avec une rétention intégrée correspondant à sa capacité de stockage. L'exploitant précise qu'un délai plus important pour l'approvisionnement de bacs de rétention le contraint. Toutefois, l'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que l'absence de rétention est constatée depuis le 16 décembre 2022.</p> <p>Non-conformité n° 20250123-AST-5 : L'exploitant n'a pas placé sur rétention l'ensemble des contenants de substances dangereuses.</p> <p>L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce</p>

manquement par une astreinte administrative de 50 euros par jour jusqu'à retour à la conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : Sans délai

N° 7 : Prévention des émissions dans le sol et les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08 octobre 2015, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 08 août 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines. Les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers...) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui justifier l'entretien des ouvrages de surveillance des eaux souterraines. L'exploitant transmet, par courriel du 24 mai 2025, le rapport de la société DI ENVIRONNEMENT référencé RM240107A et daté du 10 octobre 2024. Dans le rapport, il est mentionné à la page 27 §Recommandations : «<i>DIE Remediation recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une remise en état du réseau piézométrique notamment pour l'ouvrage P11 (décolmatage voire création d'un nouvel ouvrage) ; - De poursuivre les surveillances prescrites par AP ; - Suivi des niveaux piézométriques et de la présence de flottant, ainsi que le suivi des teneurs en sortie de décanteur ; - Un nettoyage régulier du décanteur dont l'encrassement pourrait expliquer les dépassements réguliers en DCO et MES dans les eaux rejetées ; - La poursuite du suivi de la qualité des eaux souterraines dans les piézomètres.» <p>L'équipe d'inspection rappelle que ces recommandations ont été formulées de manière répétée par DI Environnement, sans que l'exploitant ne procède à l'entretien et à la maintenance des ouvrages, malgré les rappels de l'Inspection des installations classées lors des précédentes inspections.</p> <p>Par ailleurs, l'équipe d'inspection constate que les piézomètres ne sont pas identifiés par une plaque.</p>

Enfin, l'exploitant n'a pas présenté à l'équipe d'inspection les procédures et compte-rendus des opérations de maintenance des mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines.

Non-conformité n° 20250123-AST-6 : L'exploitant n'a pas procédé aux actions correctives nécessaires à la remise en état du réseau de surveillance des eaux souterraines. L'Inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de sanctionner ce manquement par une astreinte administrative de 30 euros par jour jusqu'à retour à la conformité. L'exploitant doit par ailleurs signaler et identifier par une plaque les différents piézomètres présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : Sans délai

N° 8 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16 octobre 2007, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Annexe à l'article R. 511-9 :

Rubrique 2795 :

Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.

La quantité d'eau mise en œuvre étant :

1) Supérieure ou égale à 20 m³/j

2) Inférieure à 20 m³/j

Constats :

L'exploitant indique que les fûts de transport des déchets dangereux qu'il collecte auprès de ses clients sont lavés au niveau du kit de déconditionnement et que ces fûts sont munis de sacs en plastiques qui contiennent les déchets lors du transport. Il déclare que la quantité d'eau utilisée à cette fin est inférieure à 20 m³/j.

Au regard des déclarations de l'exploitant, le site relève de la rubrique 2795.

Dans son courriel du 24 janvier 2025, l'exploitant indique que cette activité est considérée comme du rinçage et non du lavage et qu'à ce titre, elle est couverte par la rubrique 2718. Il précise également que les eaux de rinçage ne vont pas dans le réseau d'eaux pluviales, mais dans les citernes des produits usagés correspondantes, et qu'à ce titre elle sort de la rubrique 2795. Il indique enfin que la rubrique 2795 concerne les installations qui réalisent spécifiquement cette activité (aires et machines de lavage).

L'Inspection des installations classées rappelle à l'exploitant :

- que le rinçage des fûts, conteneurs et citernes de transport de déchets dangereux n'est pas couvert par la rubrique 2718 ;
- les termes de la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement des déchets, dans sa version du 27 avril 2022 disponible sur <https://aida.ineris.fr/> : « Cette rubrique concerne les installations procédant au lavage des fûts et des citernes ayant été utilisés pour le stockage ou le transport de substances dangereuses, de déchets dangereux ou de matières alimentaires. Elle concerne même les installations qui n'accueillent ce type de déchets que de manière accessoire. Elle vise les installations collectives et certaines installations internes » ;
- que la rubrique 2795 ne mentionne en aucun cas que l'installation ne serait classée que si les eaux de lavage étaient déversées dans le réseau d'eaux pluviales (il est par ailleurs rappelé à l'exploitant l'interdiction d'effectuer ce type de rejet dans le réseau d'eaux pluviales) ;
- que la configuration actuelle de ses installations ne garantit pas une absence totale de déversement des eaux industrielles vers le réseau d'eaux pluviales.

Compte tenu des explications fournies par l'exploitant, l'Inspection des installations classées maintient le fait que les installations relèvent de la rubrique 2795 de la nomenclature ICPE.

Non-conformité n° 20250123-MED-7 :

L'équipe d'inspection constate qu'une activité de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de déchets dangereux est réalisée sur le site. D'après l'exploitant, les quantités d'eau utilisées sont inférieures à 20 m³/j. Cette activité relève donc en tout état de cause du régime de la déclaration avec contrôle périodique. Il est proposé que l'exploitant soit mis en demeure de régulariser, sous 3 mois, la situation administrative des installations qu'il exploite sur son site de Coignières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois